

Le FN fait un malheur dans la fonction publique territoriale

Publié le 07/01/2016 • Mis à jour le 08/01/2016 • Par **Jean-Baptiste Forray** • dans : A la une, France, Toute l'actu RH La Gazette.fr

7

Commentaires

Réagir



© Guillaume Le Bloas -Fotolia

Selon une étude du politologue Luc Rouban, 23,5 % des agents publics locaux votent pour le Front National. Un taux qui culmine à 26,7 % parmi les catégories C. Au total, 50 % des fonctionnaires considèrent que l'islam constitue une menace pour l'Occident.

Découvrez le club



Cet article est paru dans

Le Club Ressources Humaines

Est-ce l'effet du discours pro-service public de Marine Le Pen ? D'un rejet massif de la politique de rigueur gouvernementale ? Toujours est-il que le FN atteint des pics inégalés dans la fonction publique. Longtemps rétif, le secteur vote à hauteur de 24,6 % pour le parti de Marine Le Pen. Soit un pourcentage juste en-dessous de sa moyenne nationale (27,3 %) au premier tour des dernières élections régionales.

C'est ce qui ressort d'une vaste enquête menée par le politologue du CEVIPOF Luc Rouban à la veille du scrutin des 6 et 13 décembre.

Dans le détail, certains chiffres sont vertigineux. Entre 2012 et 2015, le vote des policiers nationaux et des militaires explose, passant de 30 à 51,5 % des suffrages. Parmi les agents de catégorie C des hôpitaux, le Front National obtient 44,7 % des suffrages.

Un vote de classe

La territoriale n'échappe pas au phénomène. A hauteur déjà de 17 % en 2012, le Front National rassemble maintenant 23,5 % des voix des agents publics locaux. Parmi les fonctionnaires de catégorie C des collectivités territoriales, il culmine à 26,7 %. A contrario, le FN n'obtient pas plus de 15,9 % chez les catégories A de la fonction publique territoriale. Cela vient confirmer le « vote de classe » constaté lors des derniers scrutins. Chez les ouvriers et les employés, le Front National dépasse désormais allègrement les 40 %.

Luc Rouban, dans son analyse, propose des clés de lecture. « La contestation sociale s'investit désormais moins dans l'action syndicale, comme en témoigne le faible taux de participation aux élections professionnelles de décembre 2014, que dans le choix électoral », explique-t-il.

Les appels de la CGT, la CFDT, la FSU et de l'UNSA à faire « barrage à l'extrême droite » restent lettre morte. Leur discours classiquement dirigé contre un parti qui joue, selon eux, « sur la peur de l'autre » et recherche « sans cesse les affrontements et des boucs émissaires », ne semble avoir guère d'impact.

« Une grande partie des fonctionnaires souffrent du décalage entre les discours sur la République et la laïcité et les pratiques du terrain où les demandes communautaires se multiplient », ajoute Luc Rouban.

Et le politologue de pointer, enfin « l'absence d'une philosophie claire de l'État et des services publics se fait sentir ». Selon son enquête, 50% des fonctionnaires considèrent que la société se détériore en France. 50 % considèrent que l'Islam constitue une menace pour l'Occident. Un pourcentage qui culmine à 61 % chez les agents de catégorie C.

Le désarroi de Marylise Lebranchu

Autant de chiffres qui ne laissent pas d'inquiéter la ministre de la Décentralisation et de la Fonction publique. En juillet 2014, Marylise Lebranchu avait convié le spécialiste du FN Joël Gombin et Luc Rouban pour plancher sur le sujet. Interrogé par *La Gazette* quelques semaines plus tard, le premier explique : « Plus on est en contact direct avec les bénéficiaires des services publics, plus la probabilité de voter FN est élevée. » Et le second d'évoquer les personnels « derrière les guichets de la sécurité sociale à l'hôpital ou dans les services sociaux ».

Lui-même ancien agent territorial, le maire FN d'Hayange (Moselle) Fabien Engelmann parle d'une « prise de conscience » : « Lorsque votre pays dépense des milliards pour l'immigration, mais que le prolétaire balayant les rues n'a pas droit aux bons alimentaires du CCAS, il y a un problème quelque part. »

Un discours sur lequel s'interroge la ministre de la Fonction publique. « Je ne sais pas à quel point le mal est profond et si on va réussir à avancer. Ma question, c'est : comment donner une forme d'espoir ? », avait-elle dit lors de sa rencontre avec Joël Gombin et Luc Rouban. « Avec 50 milliards en plus, le vote FN au sein de la catégorie C va se dégonfler d'un seul coup », avait jugé le second, un brin provocateur